

L'histoire du temps présent



Denis Scuto

L'Europe et la démocratie, au-delà de la rhétorique

Il était une fois un mur. Appelé le Mur de Berlin. Il tomba une soirée de novembre, il y a plus de 25 ans, en 1989. Pour la joie de beaucoup. 25 ans plus tard, c'est le souvenir de cette joie qui fut omniprésent dans les célébrations commémoratives. Or, la chute du Mur fut pour d'autres une source d'inquiétude. De vieilles peurs se réveillèrent, notamment la peur que l'Allemagne deviendrait trop puissante et prendrait le pouvoir au sein du projet européen.

Dans le dernier volume de sa „Geschichte des Westens“, l'historien Heinrich August Winkler rappelle que le président français François Mitterrand avait, à cause de ces craintes, poussé pour réaliser aussi vite que possible une union monétaire européenne. Si la D-Mark se fondait dans une monnaie européenne, le danger d'une hégémonie allemande en Europe serait moins grand. Le projet d'union politique fut par conséquent découplé du projet d'union monétaire et remis aux calendes grecques. De plus, l'euro fut introduit sans que les Etats membres de la zone euro ne l'intègrent dans une union fiscale, avec des politiques budgétaires et financières harmonisées et des critères clairs et stricts. Dans les années 1990, la Communauté européenne fut rebaptisée Union européenne, mais elle fut agrandie au lieu d'être approfondie et ce que Winkler et d'autres appellent le „Geburtsfehler der Europäischen Union“, le découplage entre union politique et union monétaire, ne fut pas corrigé.

„Geburtsfehler der Europäischen Union“

Dans le cadre de la crise grecque, on peut évidemment souligner encore et encore le caractère „homemade“ des problèmes hellènes, problèmes bien antérieurs à l'arrivée au pouvoir de Tsipras et de ses alliés: le clientélisme des deux grands partis grecs qui a engendré une administration publique surdimensionnée, l'énorme budget militaire, l'absence de cadastre, la non-taxation de fait des armateurs et de l'Eglise orthodoxe, le plus grand propriétaire foncier du pays, l'inefficacité de la justice et de l'administration des impôts, les fraudes fiscales systématiques non seulement des riches. Seulement, tous ces problèmes étaient déjà connus lorsque la Grèce fut admise dans la zone euro, lorsque le Conseil européen et la Commission européenne surestimèrent complètement l'impact de politiques européennes par rapport au poids de traditions nationales.

La crise financière mondiale de 2008 et ses conséquences, comme les déficits budgétaires et la crise des dettes publiques, révéla au grand jour les dysfonctionnements économiques et fi-



Photo: AP/Markus Schreiber

nanciers, non seulement en Grèce. L'euro a vacillé, sans tomber toutefois, et représente toujours une des monnaies les plus fortes de la planète. Mais la solution de la crise a de plus en plus été délocalisée en s'appuyant sur des institutions faiblement contrôlées d'un point de vue démocratique, comme la Banque centrale européenne. Et la crise et sa gestion n'ont pas rapproché les citoyens et citoyennes des différents Etats membres. Bien au contraire, le projet d'unification européenne est de plus en plus remis en question. La politique d'austérité dans les pays méditerranéens concernés a conduit à des mouvements de protestation et des ressentiments contre l'UE, surtout l'Allemagne à laquelle on reproche non seulement de profiter plus que tout autre pays de l'euro, en tant qu'économie tournée vers l'exportation, mais encore de vouloir s'emparer du pouvoir politique au sein de l'UE. En Allemagne, en revanche, comme les derniers mois l'ont montré, un 'chauvinisme du riche' se propage de plus en plus, non seulement dans les colonnes de la *Bild-Zeitung*, avec ses jugements hautains et dédaigneux sur d'autres peuples.

L'échec du projet de Traité constitutionnel européen en 2005 l'avait déjà montré. Le projet d'unification européenne, même en face de défis qui demandent justement une approche différente, ne parvient pas à se défaire de sa logique de projet de gouvernants pour le peuple, mais non par et avec le peuple. Comme nos hommes et femmes politiques craignent comme le feu les débats contradictoires sur l'Europe, de débats autour du pour ou contre, „NAI“ ou „OXI“, on reste largement dans la logique de la négociation et de la prise de décision entre représentants des Etats nationaux et hauts fonctionnaires, à porte close, loin des yeux du public. Or, une identité européenne, un sentiment d'appartenance au projet européen, ne peut se créer que par le débat public en Europe sur l'Europe.

Les réactions avant et après le référendum grec l'illustrent fort

bien. Avant le référendum: les Grands de l'Europe, une grande partie des médias européens ont d'abord tout fait pour empêcher que les électeurs et électrices grecs optent pour une position différente des institutions européennes en disant non au plan soumis par la Commission européenne, la BCE et le FMI et à ses mesures d'austérité. Les Grands avaient brandi le scénario catastrophe de la sortie de l'euro et du retour au drachme. Ils ont prétendu que le vote serait un vote non pour ou contre leurs plans mais pour ou contre l'euro et l'UE. Malgré ce mélange de conseils paternalistes, de pressions et de menaces à peine voilées, les citoyens et citoyennes grecs ont osé dire non à Juncker, Draghi, Tusk, Schulz, Hollande et Merkel. Ils ont fait du référendum un moment fort de la démocratie en Europe.

Et un succès de Tsipras contre Merkel. Même si Tsipras et son gouvernement savent – ce qu'avaient déjà montré leurs dernières propositions début juin – que de nouvelles mesures d'austérité doivent être présentées par la Grèce et que le Non au référendum permettra juste d'obtenir des concessions dans les domaines de la restructuration de la dette et du soutien financier à la croissance de l'économie grecque.

2005-2015: mêmes réactions

Les réactions au référendum de dimanche dernier ressemblent par ailleurs à celles aux non aux référendums de 2005 sur le Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas. A chaque fois, en ces moments de crise, les dirigeants européens redécouvrent la démocratie, du moins dans leurs discours, interviews et apparitions publiques.

En 2005, les responsables politiques étaient unanimes pour déclarer que l'Europe devait se rapprocher de ses citoyens. Au Sommet de Varsovie, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe

promettaient: „Nous oeuvrerons pour réaliser notre objectif commun de promouvoir, dans l'intérêt de tous nos citoyens, une démocratie et une gouvernance de la plus haute qualité sur les plans national, régional et local (...)“. Ils décidèrent de mettre en place „un Forum du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie pour renforcer la démocratie, les libertés politiques et la participation des citoyens“. Depuis, bien des idées et projets ont été développés par ce Forum, visant le renforcement des acteurs locaux et régionaux en Europe et la participation accrue des citoyens et de la société civile aux processus de prise de décisions. Mais, honnêtement, qui parmi les citoyens européens, qui parmi nous connaît un seul de ces beaux projets?

En 2015, rebelote: tout le monde déclare respecter le vote populaire grec et tirer les bonnes leçons de cet exercice de démocratie directe. Mardi, devant le Parlement européen, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, commençait son discours en soulignant qu'il ne s'était pas encore prononcé publiquement sur le référendum car il voulait d'abord s'exprimer dans cette enceinte à Strasbourg où bat le coeur de la démocratie européenne.

Juste avant le référendum, Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, déclarait dans une interview au *Monde*, que les décisions p.ex. sur le maintien ou non dans la zone euro devaient être prises de façon plus démocratique: „Pour cette raison, les Européens devraient à l'avenir dépasser un tel affrontement (de légitimités démocratiques) en confiant le dernier mot au Parlement européen (ou à une réunion du Parlement européen et de délégués des parlements nationaux) dans une formation réunissant les parlementaires de la zone euro. Cette procédure exceptionnelle aurait trois avantages: une solution serait trouvée sans drame; le principe de subsidiarité serait respecté puisque la procédure serait réservée à des cas exceptionnels; surtout, les représentants du peu-

ple décidant en dernier ressort, la légitimité démocratique de la gouvernance économique de la zone euro serait incontestable.“

Ces discours sur et ces références à la démocratie font partie d'un côté du positionnement et des jeux tactiques au sein des après négociations entre la Grèce et l'Union européenne. Pour l'historien, cette rhétorique renvoie d'un autre côté à un problème de fond. Le référendum et les enjeux de la crise grecque apportent une preuve supplémentaire que le processus d'intégration européenne n'avancera pas sans un renforcement de la légitimation et du contrôle démocratique des institutions européennes. Les parlements nationaux tout comme le Parlement européen ne jouent pas par hasard un rôle accru déjà dans le cadre de cette crise, même si elle continue d'être gérée avant tout au niveau intergouvernemental. Le geste de Juncker se présentant d'abord devant les députés européens à Strasbourg et la recommandation de Trichet sur la nécessaire codécision entre parlements nationaux et Parlement européen dans la solution de questions économiques et financières internationales ont valeur de symbole.

Le symbole que le saut de qualité d'une union économique vers une union politique ne pourra se faire que par un renforcement de la légitimité démocratique. La réalisation du rêve d'une unification politique pacifique de ce continent, comme réponse aux deux conflits dans lesquels il a entraîné le monde, est à ce prix.



Lauschtert
och dem
Denis
Scuto sai
Feuilleton
op Radio
100,7, all
Donnesch-

deg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.